



---

## **CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**

### **Mercredi, 27 octobre 2021**

#### **Textes**

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo AGBA, porte-parole de la Police

#### **PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), Mankeur Ndiaye, est rentré à Bangui ce mercredi 27 octobre après sa mission à Washington et New York.

A Washington, le Représentant spécial a eu des séances de travail avec le Directeur du Bureau de l'Afrique centrale du Département d'Etat américain et le Sous-secrétaire adjoint. Il était accompagné de la Représentante spéciale adjointe Lizbeth Cullity et du directeur des Affaires politiques de la MINUSCA. Les discussions ont porté sur le prochain renouvellement du mandat de la Mission ainsi que sur la RCA. L'actuel mandat prend fin le 15 novembre 2021.

A New York, le Représentant spécial a présenté devant le Conseil de sécurité, le dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en RCA, lors d'une session marquée par l'intervention depuis Bangui, du Président centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Dans son discours, le Représentant spécial avait notamment félicité le Président et son Gouvernement pour la déclaration de cessez-le-feu, le 15 octobre, la qualifiant de « grande ouverture au dialogue » et qui « devrait amorcer la phase opératoire de la feuille de route conjointe pour la paix en République centrafricaine adoptée, sous la houlette du Président angolais, João Lourenço, le 16 septembre 2021, par la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). »

Selon le Représentant spécial, « la complémentarité positive de la feuille de route conjointe et de l'Accord du 6 février 2019, facilite la jonction des garants, l'Union Africaine et la CEEAC, et les États de la sous-région, facilitateurs, dudit Accord de renouer des interactions synergiques afin d'en relancer la mise en œuvre. » Aussi, il « est donc impératif que tous les groupes armés et leurs leaders, sans exception, souscrivent sincèrement au processus de paix en exécutant de bonne foi toutes leurs obligations en vertu de l'Accord du 6 février et de la feuille de route conjointe », a-t-il indiqué.

Le Représentant spécial a ajouté que les réponses structurelles à tous les « défis sécuritaires, humanitaires et opérationnels se trouvent dans la crédibilité des processus politiques et de paix à travers la revitalisation de l'accord du 6 février et la conduite du dialogue républicain ». « En effet, il nous faudra avec les partenaires internationaux et le soutien de tous les membres du Conseil, engager tant séparément que collectivement avec tous les acteurs centrafricains et la région pour faire de la cessation immédiate des hostilités et le cessez-le-feu une réalité », a-t-il souligné.

Concernant l'apport critique du mandat et de la posture robuste de la MINUSCA à la crédibilisation des processus politique et de paix, le Représentant spécial a indiqué que la Mission compte « en optimiser l'usage avec l'arrivée des troupes et moyens additionnels déployés sur autorisation du Conseil de Sécurité, pour plus de performance dans l'exécution de nos tâches de protection des civils, de soutien à la fourniture de l'aide humanitaire, de bons offices politiques et de sécurisation des élections locales en coopération avec le gouvernement ».

En conclusion, le Représentant spécial a précisé que « la reconduction du mandat de la MINUSCA, l'engagement des partenaires techniques et financiers internationaux de la RCA, l'appropriation nationale des processus politique et de paix ainsi que la forte volonté politique du gouvernement, demeurent indispensables à l'adoption et la mise en œuvre de solutions politiques durables ».

## **DDR**

- A Bangui, dans le cadre du projet de réduction de la violence communautaire (CVR) 2021-2022, la MINUSCA a procédé du 18 au 26 octobre 2021 à l'enregistrement de 800 bénéficiaires dont 521 femmes des 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements de Bangui ainsi que de Bégoua et Bimbo. Ils bénéficieront de formations professionnelles de courte durée, de sensibilisation en civisme et citoyenneté et d'un soutien au démarrage de leurs activités génératrices de revenus (AGR).

A la demande du gouvernement, 1500 autres bénéficiaires, issus de l'opération de remise volontaire d'armes par les civils menée par les autorités centrafricaines, participeront également au projet CVR. Au total, le projet de cette année bénéficiera 2300 personnes à Bangui.

A Birao et ses environs, l'enregistrement des bénéficiaires du projet CVR a démarré le 21 octobre et permis d'enrôler 144 personnes dont 93 femmes sur 500 prévues. Les activités préparatoires au lancement du CVR pour l'année 2021-2022 telles que des rencontres avec les comités locaux du CVR, les autorités locales, les leaders communautaires ou l'identification des sites de mise en œuvre du projet se déroulent également à Bouar, Bria, Kaga-Bandoro, Bangassou, Bossangoa et Ndélé, ainsi que leurs alentours. Les enregistrements sont conduits par la section DDR de la MINUSCA et son partenaire de mise en œuvre UNOPS.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Entre le 19 et le 25 octobre 2021, la MINUSCA a documenté et confirmé 17 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 29 victimes (16 hommes, cinq femmes, quatre civils, deux filles, un garçon et un enfant de sexe inconnu). Selon la Division des droits de l'homme (DDH) de la MINUSCA, sept incidents

affectant 14 victimes, sont en cours de vérification. La région ouest reste parmi les plus touchées par les abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Huit des 17 incidents vérifiés affectant 12 victimes sont attribuables aux groupes armés en particulier l'UPC (cinq incidents et six victimes). Les agents de l'Etat et autres personnels de sécurité sont responsables de neuf incidents confirmés, ayant affecté 17 victimes.

Lors d'une rencontre le 18 octobre, le Directeur de la division des droits de l'homme de la MINUSCA, Mme Hanan Talbi, et le Ministre de la Justice, Arnaud Djoubaye-Abazene, se sont entretenus sur la situation des droits de l'homme en RCA.

Par ailleurs, la DDH s'est jointe à une mission de l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) à Kaga Bandoro et dirigée par le procureur de la République. Cette mission s'est déroulée du 18 au 25 octobre avec pour objectif de faire le suivi d'une mission organisée en 2019 et qui avait documenté 243 victimes et témoins de violences à Kaga-Bandoro et Botto.

## **PROTECTION DE L'ENFANCE**

- Un total de 21 incidents de violations graves des droits des enfants, dont deux meurtres et 14 violences sexuelles, ont été documentés par la MINUSCA entre le 15 et le 21 octobre. Les autres violations graves portent sur des attaques contre des hôpitaux, le recrutement et l'exploitation d'enfants. Les auteurs sont des groupes armés ainsi que les forces étatiques et autres personnels de sécurité.

Parallèlement, la MINUSCA à travers la section de protection de l'enfance a organisé 11 sessions de sensibilisation à Bria, Bouar et Kaga-Bandoro sur la protection des enfants contre les six violations graves des droits des enfants. 340 participants dont 87 femmes y ont pris part.

## **BUREAUX REGIONAUX**

A Kaga-Bandoro, cinq ateliers sur la promotion de l'agro-pastoralisme et le renforcement des capacités des comités de médiation sur la transhumance se sont tenus dans les localités de Ndomété, Godo, Ndenga, Botto et Ouandago en présence de 120 personnes (28 femmes) dont les autorités locales ainsi que les représentants des éleveurs et des agriculteurs. Les participants recommandent l'identification et le désarmement des éleveurs armés, l'intensification des patrouilles et l'organisation de sessions de sensibilisation des chefs d'éleveurs sur la non-violence et la résolution pacifique des conflits liés à la transhumance.

Afin de contribuer à la prévention et la gestion pacifique des conflits entre agriculteurs et éleveurs et en appui aux autorités locales, des comités composés notamment d'éleveurs peuls et d'agriculteurs ont été mis en place à Rafai et à Biro, dans le Mbomou, avec le soutien de la MINUSCA. Ils ont pour objectif de former leurs membres à la prévention et à la gestion pacifique des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

A Bria, une série de cinq ateliers de simulation d'alerte précoce se déroule actuellement pour soutenir l'initiative 'zone sans armes' dans les quartiers sensibles de la ville. 40 participants parmi les points focaux des réseaux d'alerte précoce, les leaders communautaires, les jeunes et les femmes des quartiers de Gobolo et PK 3, ont pris part aux deux premiers ateliers les 20 et 21 octobre. Les trois simulations restantes seront organisées dans les prochains jours, avec l'appui d'UNPOL et des sections de la MINUSCA notamment les affaires civiles, protection de l'enfance, droits de l'homme, justice et affaires pénitentiaires et DDR.

Cette initiative a lieu une semaine après l'attaque des quartiers sensibles de Bria (y compris Gobolo) par des éléments présumés de la CPC.

### **COVID-19**

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 26 octobre 2021:

- Cas accumulés 869
- Cas guéris 849
- Cas actifs 2
- Décès 9

### **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

La semaine dernière, des parutions dans la presse locale, reprises sur les réseaux sociaux ont fait état d'une prétendue vidéo récente d'Ali Darassa empruntant les moyens de la MINUSCA pour ses déplacements, accusant ainsi la Mission d'être de connivence avec les groupes armés. Tout d'abord, il est important de préciser que dans le cadre de l'accord de paix politique pour la réconciliation (APPR) du 06 février 2019, les déplacements de leaders ou de représentants des groupes armés signataires, dont certains étaient dans le gouvernement, étaient prévus. Des requêtes ont ainsi été adressées à la MINUSCA sollicitant le transport de certains membres des groupes armés et la Mission a toujours été transparente dans ce sens, y compris en termes de communication.

Les images diffusées sont anciennes et antérieures aux violences qui ont éclaté en décembre 2020 avec la CPC. Elles ont été délibérément enlevées de leur contexte dans une claire tentative de désinformation, d'intoxication et d'instrumentalisation de l'opinion publique afin de ternir l'image de la MINUSCA et nuire aux liens avec la population. La Mission rejette avec force cette tentative de manipulation et en appelle à la responsabilité individuelle et collective de certains médias, à travailler avec éthique et déontologie afin de diffuser des informations justes et avérées à leur audience, en particulier, et au peuple centrafricain en général.

Sur le plan sécuritaire, la situation sur l'ensemble du territoire reste relativement calme. La Force de la MINUSCA concentre ses efforts sur son mandat de protection des populations civiles et d'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat, en apportant tout son soutien au Gouvernement aussi bien sur le plan humanitaire que sécuritaire. Elle réitère son engagement à accompagner les FACA et les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) dans le rétablissement de conditions sécuritaires propices à une reprise des activités socio-économiques dans tout le pays.

Afin de voir les réarticulations opérées sur le terrain et rencontrer les unités nouvellement arrivées dans le cadre du renforcement des effectifs de la Force, le Général Sidiki Daniel Traoré a effectué, hier 26 octobre, une visite opérationnelle à Bossembélé, où il a encouragé les casques bleus bangladais et rwandais. Il s'est aussi enquéri de l'état d'avance des constructions de la nouvelle base.

Le 23 octobre dernier, les 180 casques bleus de la Force de réaction rapide portugaise (QRF PRT) ont été décorés de la médaille des Nations Unies par le Commandant de la Force, le Général Sidiki Daniel Traoré, et la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Lizbeth Cullity. Cette médaille est une reconnaissance des efforts et des sacrifices consentis par cette unité pour une stabilité et un retour de la paix en RCA.

A Bangui, la situation a été relativement calme. Afin de rassurer les populations, les patrouilles robustes de présence ont été multipliées, en liaison avec les FSI. Les unités de l'état-major intégré de Bangui ont intensifié leurs actions dans la ville et ses périphéries de jour comme de nuit pour endiguer le banditisme et la criminalité.

A l'est du pays, la Force poursuit ses patrouilles dans plusieurs localités, en coordination avec les FACA pour protéger la population civile contre d'éventuelles menaces. La situation reste calme, mais imprévisible et malgré le cessez-le-feu décrété par le Chef de l'Etat, la Force reste en alerte afin d'éviter une résurgence des affrontements et des attaques contre la population. Les contingents zambien, rwandais et marocain, chacun dans sa zone de responsabilité, ont conduit des patrouilles robustes nocturnes et diurnes durant toute la semaine écoulée dans les villes de Bangassou, Birao, Ammameu, Bakouma, Amdafock, Ippy, Bria, Yalinga, Rafai, Zemio et Obo.

A titre d'illustration, les casques bleus rwandais ont sécurisé la berge de la rivière Kotto et y ont établi un poste d'observation pour permettre la traversée en toute sécurité du Ferry de Yalinga. Au total, 663 patrouilles ont été effectuées à l'Est durant la semaine écoulée.

Au centre du pays, la situation sécuritaire est aussi restée calme, mais imprévisible. Les actions de sécurisation se poursuivent sous forme de patrouilles robustes et la mise en place de points de contrôle pour réduire l'influence des éléments armés. Hier 26 octobre, quatorze (14) combattants dissidents de l'UPC, dont des responsables, se sont volontairement rendus à la Gendarmerie de Ngakabo pour déposer leurs armes (11 kalachnikovs et 1 pistolet automatique).

Conformément au planning des opérations, des patrouilles conjointes composées de casques bleus burundais et pakistanais ont ainsi couvert les axes Kaga Bandoro-Ndomete-Yakrandaji-Mbres où ils ont pu assurer la libre circulation des populations et de leurs biens. L'axe Grimari-Sibut-Damara a fait l'objet d'une surveillance particulière et tout semble revenir à la normale. Les villes de Ndélé et Bamingui ont été quant à elles entièrement couvertes par les casques bleus pakistanais et népalais afin de palier à tout incident impliquant des éléments des groupes armés. Un total de 654 patrouilles a été conduit durant la semaine dernière dans cette région.

Dans l'ouest, la situation a été relativement calme, aucun incident majeur n'a été signalé. Toutefois, une préoccupation demeure du fait de la présence d'éléments armés isolés qui n'hésitent

pas, par des harcèlements, à s'en prendre aux populations, aux FACA et à la Force. Pour minimiser ces risques, des opérations militaires ont été conduites par les bataillons camerounais, tanzaniens et bangladais dans les villes de Bouar, Berberati, Bocaranga, Paoua, Nola, Nana Bakassa, Bozoum et Bossangoa, afin de rassurer la population et dissuader les éléments armés. Pendant la semaine écoulée, 227 patrouilles ont été menées dans cette partie du territoire.

Ainsi, dans le cadre de son mandat de protection des populations civiles, la Force a effectué au total 1877 patrouilles sur l'ensemble du territoire centrafricain.

## **ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS**

Au compte des activités civilo-militaire, la MINUSCA poursuit ses opérations de soutien aux populations civiles. À Bangui, les unités de l'état-major intégré continuent d'apporter leur soutien aux populations en eau potable. Ainsi 93.000 litres ont été distribués au profit de 4805 bénéficiaires.

À l'ouest du pays, en plus de la formation et du renforcement des capacités aux techniques agricoles au profit des femmes leaders des associations féminines à BOUAR, le bataillon bangladais a apporté appui médical aux populations. Ainsi un total 30 patients furent traités.

Au centre, les casques bleus bangladais ont fourni une assistance médicale aux populations de Kaga-Bandoro et 21 patients ont pu bénéficier de consultations et de traitements appropriés. Dans le village de Ndomete, les casques bleus féminins pakistanais ont conduit une campagne de sensibilisation sur les violences faites aux jeunes filles. Dans l'est du pays les Zambiens ont entrepris la rénovation entière de l'école de DJOUBKIA, pour une valeur de plus de 10 millions de francs CFA. Les casques bleus pakistanais, quant à eux, ont rétabli le trafic sur l'axe Bangassou-Pombolo à travers la réparation du pont reliant les deux villes.

## **PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

La Police de la MINUSCA poursuit ses missions de protection des civils et d'appui au renforcement des capacités des FSI ainsi que les séances de sensibilisation et d'information face à la pandémie de la COVID-19.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du mandat de la MINUSCA, une délégation conjointe du Département des opérations composée de policiers de la Division Police et de militaires du bureau des affaires militaires du siège des Nations Unies, séjourne depuis le 17 octobre en RCA.

L'objectif de cette mission d'évaluation est de s'enquérir des réalités sur le terrain par rapport aux effectifs, à la logistique et les relations avec les partenaires des Forces de Défense et de sécurité de la RCA.

Parallèlement, une délégation de la hiérarchie camerounaise est arrivée la semaine écoulée pour une inspection des unités du Cameroun déployées en RCA.

Après une rencontre avec le chef de la composante Police le 18 octobre, ladite délégation s'est rendue auprès des unités de Police constituées du Cameroun à Bangui et à Bouar ainsi qu'à Bossangoa au sein du bataillon camerounais de la Force. Outre la discipline et les exploitations et abus sexuels, la délégation a entretenu les troupes sur le besoin d'accomplir leurs tâches avec professionnalisme.

## **APPUI OPERATIONNEL**

Le 20 octobre, UNPOL a appuyé le transfèrement de trois détenus par vol UN de Kaga-Bandoro vers Bangui. Ces derniers, poursuivis pour diverses infractions de droit commun, ont été conduits de l'aéroport M'Poko à la Section de Recherches et Investigations de la Gendarmerie sous la garde de l'Unité de Police Constituée de la Mauritanie.

Les équipes conjointes FSI/UNPOL ont par ailleurs assuré le 21 octobre, la couverture sécuritaire de la manifestation pacifique des agents de la Société Centrafricaine de Télécommunication (SOCATEL) à Bangui.

Les unités de protection rapprochée continuent les missions d'escorte et de protection des hautes personnalités, celles de Police constituées, les équipes UNPOL des colocations de Bangui, conjointement avec les FSI et la JTFB intensifient leurs patrouilles conjointes et mixtes, sur les différents artères et carrefours stratégiques de la ville.

C'est dans ce sens que, pour maintenir les unités dans de bonnes conditions opérationnelles, l'état major intégré de Bangui (JTFB) a organisé le 22 octobre au sein de la base de l'Unité de Police constituée de l'Indonésie au camp Garuda à Bangui, un exercice conjoint de maintien de l'ordre public. L'activité ayant consisté à la gestion d'une manifestation hostile a été menée par la Unité de Police Constituée indonésienne et le bataillon rwandais de la Force.

En région, les équipes conjointes FSI/UNPOL ont pris part le 21 octobre à Berberati, à une réunion sur les facteurs de risque sécuritaire des élections locales dans la Mambéré-Kadei.

Initiée par la section électorale de la MINUSCA en prélude aux élections locales de 2022, il était question pour tous les participants dont les représentants des autorités sous-préfectorales des élections de Berberati, Gadzi et Amadagaza de relever les défis majeurs pour la réussite du processus électoral à venir.

Dans le Haut-Mbomou, le 21 octobre, une équipe conjointe UNPOL/FSI a mené une séance de sensibilisation sur l'importance du partage d'informations sécuritaires au profit des résidents du quartier Gnokora à Obo. Il leur a été notifié que pour contribuer à l'accalmie et à la paix, ils doivent informer à temps les autorités compétentes de tous faits susceptibles de troubler l'ordre public.

## **RENFORCEMENT DE CAPACITES DES FSI**

Après la clôture de trois sessions de formations à Bangui et à Bangassou au profit des FSI, UNPOL a démarré le 25 octobre, deux autres sessions au profit de 60 personnels de Police et Gendarmerie

centrafricaines. Ces nouvelles formations portent sur la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent sur les violences sexuelles basées sur le genre.

Dans le cadre de la protection des civils, de la promotion de l'État de Droit et de l'extension de l'Autorité de l'État, les membres d'UNPOL ont animé plusieurs séances de mentoring avec leurs homologues dans les commissariats de Police et les brigades de Gendarmerie. Parmi les thèmes abordés, l'exploitation du renseignement, la classification des infractions, l'abus de confiance et la légitime défense.

© SCPI 2021